Marcel FOURNIER

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1999)

“Sociologie. -
Notes pour une histoire
de la sociologie québécoise
suivies d'éléments de réflexions
sur l'avenir”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Fournier,

“Sociologie. - Notes pour une histoire de la sociologie québécoise suivies d'éléments de réflexions sur l'avenir”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Lahaise, **Québec 2000. Multiples visages d'une culture**, pp. 287-322. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1999, 462 pp. Collection: Les Cahiers du Québec.

M. Marcel Fournier est sociologue à l'Université de Montréal et directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

Courriel marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 24 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Marcel Fournier
Sociologue, Université de Montréal

“Sociologie. - Notes pour une histoire
de la sociologie québécoise suivies d'éléments
de réflexions sur l'avenir”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Lahaise, **Québec 2000. Multiples visages d'une culture**, pp. 287-322. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1999, 462 pp. Collection: Les Cahiers du Québec.

Table des matières

Introduction

Les périodes

Avons-nous des précurseurs ? La “découverte” des pionniers

Silence, on « institutionnalise ». Le temps des fondations

L’“âge d'or” de la sociologie

La crise de la sociologie ?

Une drôle de fin de siècle... et après ?

Chronologie

Bibliographie

Marcel Fournier,

“Sociologie. - Notes pour une histoire de la sociologie québécoise suivies d'éléments de réflexions sur l'avenir”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Lahaise, **Québec 2000. Multiples visages d'une culture**, pp. 287-322. Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1999, 462 pp. Collection: Les Cahiers du Québec.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Face à l'histoire de sa discipline, le sociologue est, comme tout historien, confronté aux grandes questions suivantes : qui sont les précurseurs et les fondateurs ? Quelles sont les principales périodes de l'histoire de la discipline ? Y a-t-il eu un « âge d'or » ? Y a-t-il une fin de l'histoire (de la discipline) ? Il en va de l'histoire d'une discipline comme de l'histoire d'une petite communauté, d'un village ou d'un peuple : on s'invente des pères fondateurs ou des pionniers (Durkheim, Marx et Weber), on se construit une généalogie, on délimite des frontières. Un tel exercice n'est évidemment pas totalement imaginaire mais, comme l'a montré Halbwachs, la mémoire (collective) est sélective : il est des choses que l'on met en évidence, d'autres que l'on préfère oublier.. Et tout fonctionne le plus souvent à la chronologie, à l'événement et à la célébration : on établit des continuités, on commémore des événements importants et on célèbre des grands hommes.

On l'aura compris : il n'est pas plus facile d'écrire l'histoire d'une discipline que d'étudier celle d'un peuple. L'historien est aussi un acteur social, un membre à part entière de la communauté scientifique

qu'il veut étudier. Il me suffit ici d'évoquer quelques souvenirs personnels - enseignement magistral de Guy Rocher, débats publics de l'ICEA, collaboration aux revues *Socialisme québécois* et *Possibles*, membre du comité de direction de *Sociologie et Sociétés* et du comité de rédaction de *Recherches sociographiques*, etc. - pour prendre conscience que ma « petite histoire » professionnelle exprime l'expérience d'une génération de sociologues, celle du « baby boom », qui a vécu (ou a l'impression d'avoir vécu) l'« âge d'or de la sociologie ».

Les périodes

[Retour à la table des matières](#)

Pour les sociologues de cette génération, l'histoire de leur discipline, dont l'institutionnalisation s'est terminée sous leurs yeux, se divise, comme d'ailleurs tout récit de vie, entre un « avant » et un « après ». L'avant, c'est « avant les années 60 », la protohistoire de la sociologie, de Léon Gérin à l'École de Laval. L'après, c'est la sociologie devenue discipline universitaire (pour ne pas dire science) et profession. Une telle périodisation apparaît simpliste : elle est, comme l'a montré Jean-Claude Chamboredon, constitutive de toute analyse de l'institutionnalisation d'une discipline. Tout se passe comme si on avait une vision téléologique de l'histoire de la discipline et qu'on se faisait une idée de ce qu'est le « progrès » dans la discipline, et aussi de ce qu'est la « fin » vers laquelle tend son devenir.

Tout comme pour l'histoire économique et politique, on reconnaît habituellement, pour l'histoire culturelle et intellectuelle du Québec, qu'une rupture importante s'opère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, même si le processus de modernisation s'est déroulé sur plusieurs décennies. Le mouvement d'industrialisation et d'urbanisation s'amorce en effet dès la fin du *XIXe* siècle et entraîne, au tournant du siècle, tout un ensemble de changements culturels : nouvelle

culture urbaine, avec la presse à grand tirage, le cinéma, etc. ¹ Pour sa part, conscient que le développement de l'activité scientifique est antérieur aux années 1940, Raymond Duchesne distingue, dans son ouvrage *La Science et le Pouvoir au Québec, 1920-1965*, quatre périodes, dont les points de repère importants sont d'ordre politique : l'époque des fondations (1920-1935), le « vire d'un temps nouveau » (1936-1951), autour de la Commission Tremblay (1952-1959) et la Révolution tranquille.

La périodisation que nous avons établie dans nos travaux en sociologie des sciences tient compte de deux dimensions ou axes principaux : la constitution du champ intellectuel et scientifique et l'accroissement des demandes sociales et de l'intervention de l'État. Nous avons distingué deux périodes principales :

- une période des « pionniers » (1900-1920) caractérisée par la lutte pour l'acquisition d'une légitimité culturelle pour l'activité scientifique et par la mise sur pied des institutions ou « fondations » ;
- une période dite de la « science académique » et des savoirs professionnels (1945-1965), définie par la concentration de l'activité scientifique dans les milieux universitaires ².

Pour la plupart des disciplines universitaires, le passage d'une phase à l'autre s'opère entre 1920 et 1940, une période de transition caractérisée par un ensemble de tensions résultant, pour reprendre l'expression du sociologue américain Everett C. Hughes, de la « rencontre des deux mondes » (la tradition et la modernité). Il n'est pas facile, pour l'ensemble des disciplines, de fixer avec précision les

¹ Marcel Fournier et Véronique Rodriguez, « Une époque fertile en miracles », dans Isabelle Gournay et France Vanlaethem, dir., *Montréal Métropole, 1880-1930*, Montréal, CCA-Boréal, 1998, pp. 39-49.

² Marcel Fournier, *L'Entrée dans la Modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986 [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.] ; Marcel Fournier et Louis Maheu, « Nationalisme et nationalisation du champ scientifique québécois », *Sociologie et Sociétés*, vol. 7, no 2, novembre 1975, pp. 5-33. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

frontières de cette période de transition particulièrement importante. Des événements qui ont acquis une dimension symbolique permettent d'en déterminer le début et la fin : par exemple, la création en 1920 de l'Université de Montréal (qui devient alors indépendante de l'Université Laval) et l'ouverture en 1943 des nouveaux édifices de l'Université de Montréal sur la montagne.

Cette périodisation vaut *grosso modo* pour la sociologie, le passage de la première période à la seconde se faisant aussi entre 1920 (création de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal) et 1940 (transformation en 1943 de l'École des sciences sociales de l'Université Laval en faculté et création du Département de sociologie et de science morale). En d'autres mots, les « amateurs » et les pionniers font place aux universitaires et aux « professionnels ».

Avons-nous des précurseurs ? La “découverte” des pionniers

[Retour à la table des matières](#)

Les pionniers ne s'imposent pas d'eux-mêmes dans une discipline : on cherche des « signes précurseurs ³ », on découvre des prédécesseurs puis les redécouvre, toujours évidemment pour de bonnes raisons : la référence à des prédécesseurs, surtout s'ils sont prestigieux, confère une légitimité culturelle à la nouvelle discipline et à ses fondateurs. Émile Durkheim l'a fait pour la sociologie en France avec Montesquieu, Auguste Comte ou Saint-Simon...

Et au Québec ? On pourrait évidemment considérer comme précurseurs des sciences sociales tous ceux qui ont décrit, d'une façon ou d'une autre (journal de voyage, essai, etc.), les populations autochtones : les jésuites et leurs *Relations*, le père J.-F. Lafiteau et son ouvrage sur les *Mœurs des Sauvages américains comparées aux mœurs*

³ Robert K. Merton, « On History and Systematics of Sociological Theory » dans *On Theoretical Sociology*, New York, The Free Press, 1967, p. 21.

des premiers temps (1724) ou le père François-Xavier Charlevoix et son *Histoire et description générale de la Nouvelle-France* (1744). Et pourquoi pas lord Durham et son fameux *Rapport* (1838) ? Mais s'agissant de l'histoire des sciences sociales, on se tourne habituellement vers ceux qu'on appelle les « penseurs sociaux » et qui, journalistes, philosophes, juristes ou membres du clergé, se sont, au XVIII^e ou au XIX^e siècle, intéressés à la « question sociale ».

Dans sa recherche de précurseurs, Arthur Saint-Pierre regarde du côté des intellectuels qui ont manifesté « un sens aigu des problèmes de l'heure portait à l'action sociale ⁴ ». Son texte intitulé « Esquisse historique de la pensée sociale au Canada français, 1910-1935 » paraît en 1957. Étroitement associé à l'École sociale populaire, Saint-Pierre, qui se présente comme sociologue et publiciste, fait partie de cette génération d'intellectuels qui lient science sociale et action catholique ; il a donné au début des années 1920 un cours sur les « Oeuvres sociales » à la nouvelle École des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal. De son point de vue, les trois noms qui dominent et qu'il considère comme des « sociologues canadiens », sont Edmond de Nevers, Errol Bouchette et Léon Gérin. De Gérin, il écrit : « il reste sans doute encore à l'heure actuelle l'un de nos sociologues les plus authentiques et les plus remarquables ⁵ ». Qui sont les autres ? À ces trois intellectuels, Saint-Pierre ajoute un autre, le jésuite français Édouard Hamon, auteur d'une étude sur *Les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre* (1890).

Quelques années plus tard, paraît un ouvrage qui porte spécifiquement sur *l'Essor des sciences sociales au Canada français* (1964). Parmi les « candidats » au titre de pionniers ou de précurseurs en sciences sociales, Jean-Charles Falardeau, qui est professeur de sociologie à l'Université Laval, retient les noms de François-Xavier Garneau, Arthur Buies, Edmond de Nevers, Errol Bouchette, Étienne Parent et Léon Gérin. « Nous les évoquerons longtemps, écrit Falardeau, non seulement pour rendre hommage à des pionniers, mais parce que nous retrouvons chez eux des préoccupations qui ressemblent souvent aux nôtres. Ils nous servent, à défaut de tradition intellectuelle, de pô-

⁴ *Culture*, vol. XVIII, 1957, pp. 316-325.

⁵ *Ibid.*, p. 317.

les indicateurs sinon de modèles ⁶ ». Ces intellectuels ont comme caractéristique commune d'écrire des ouvrages sur « le devenir du Canada français », de publier des articles dans des revues intellectuelles (ou de s'adresser à des auditoires avisés) et d'aborder des grandes questions (politique, éducation, religion) sans être ni hommes politiques, ni membres du clergé. Cette liste des pionniers est-elle complète ? On pourrait aussi inclure l'abbé Baillairgé, auteur d'un *Traité classique d'économie politique selon les enseignements de Léon XIII* (1865) ou l'abbé Lortie, fondateur d'une Société d'économie sociale en 1905 à l'Université Laval.

Parmi ces premiers intellectuels, seul Léon Gérin est directement associé à la sociologie : on lui donne le titre de « premier sociologue canadien ». On le « découvre » à la fin des années 1950, quelques années après sa mort, avec la parution coup sur coup d'un ouvrage du père Henri Carrier, sj., sur *Le Sociologue canadien Léon Gérin, 1863-1951* ⁷, d'un article de Jean-Charles Falardeau « Léon Gérin : une introduction à la lecture de son œuvre ⁸ » et d'un autre de Guy Rocher, « La sociologie de l'éducation de Léon Gérin ⁹ ». La sociologie se donne, au moment même de son institutionnalisation comme discipline universitaire, un enracinement historique proprement québécois et canadien. Premier professeur de sociologie dans une université francophone du Québec, Jean-Charles Falardeau joue un rôle important, car « ami » de Gérin, il entend, tout en « faisant » l'histoire de la sociologie, en écrire l'histoire : réédition d'une enquête de Léon Gérin, *L'Habitant de Saint-Justin* ¹⁰, et analyse de l'œuvre d'Étienne Parent ¹¹.

⁶ Jean-Charles Falardeau, *Essor des sciences sociales au Canada français*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1964, 67 pp. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁷ Montréal, Bellarmin, 1959.

⁸ *Recherches sociographiques*, 1962, pp. 123-160. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁹ *Recherches sociographiques*, vol. 4, no 3, 1963, pp. 291-312. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁰ PUM, Montréal, 1968.

¹¹ Jean-Charles Falardeau, *Étienne Parent, 1802-1874*, Montréal, Éditions La Presse, 1974.

Pas de doute : même s'il a préféré le mot « science sociale » à celui de « sociologie » - il en accepte l'usage avec prudence, mais il ne veut pas être identifié au positivisme comtien - Léon Gérin (1863-1951) est notre « premier sociologue ». Guy Rocher parlera de lui comme d'un « ancêtre » en ce sens qu'il est associé à la période de pré-institutionnalisation de la sociologie ¹² : Gérin n'a jamais enseigné dans une université et a mené toutes ses recherches sans aucun encadrement universitaire. Qu'est-ce qui en fait un précurseur et une sorte de père fondateur ? Il y a, comme nous l'avons montré dans notre thèse de doctorat sur l'institutionnalisation des sciences sociales au Québec ¹³, plusieurs raisons. Il y a d'abord des raisons intellectuelles évidentes : formé en droit, Gérin acquiert une formation en sciences sociales (sous la direction de disciples de LePlay, l'abbé Henri de Tourville et Edmond Demolins), publie des articles dans *La Science sociale*, participe aux activités de la Société royale du Canada - il est élu président de la future Académie en 1900 et président général de la Société en 1933 -, réalise des enquêtes empiriques ou monographies auprès de familles rurales ¹⁴, et se définit comme « scientifique ». Son mot d'ordre est : « Du positif ! du positif ». Pendant quarante ans, Gérin mène des enquêtes sur le terrain dans la tradition de l'école de LePlay.

Il y a ensuite des raisons politiques : cet intellectuel -fonctionnaire (au gouvernement fédéral) - est le défenseur de certaines réformes, en particulier dans le domaine de l'éducation (réforme du collège classique) et s'inspirant de la théorie du « particularisme » de ses maîtres français ¹⁵, il n'hésite pas à critiquer sévèrement ses concitoyens de

¹² Guy Rocher, « L'institutionnalisation de la sociologie québécoise francophone : entre le passé et l'avenir », *Cahiers de recherche sociologique*, no 30, 1998, pp. 11-32.

¹³ *L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec*, Paris, E.P.H.E.-la Sorbonne, 1974. Le directeur de la thèse était Pierre Bourdieu.

¹⁴ Léon Gérin réunit plusieurs de ces études dans *Le Type économique et social des Canadiens, milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, Éditions de l'A.C.F., 1937 ; 2e éd., Montréal, Fides, 1948. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

¹⁵ Théorie selon laquelle il n'y a pas de progrès en économie ou en politique s'il n'y a pas de formation des individus à l'initiative personnelle. Desmolins a écrit un ouvrage qui s'intitule *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?*

langue française, considérant que certaines caractéristiques fondamentales de la culture canadienne-française, à savoir l'organisation de la famille et le type de socialisation, sont des handicaps et des obstacles à la survie même du Canada français. Bref, Gérin a tout pour plaire à la première génération de sociologues professionnels. « Mon ami Gérin », confie Falardeau.

Dans son *Essor des sciences sociales*, Jean-Charles Falardeau parle d'un autre chercheur qui, « isolé, a silencieusement poursuivi ses travaux » : il s'agit de Marius Barbeau, le premier anthropologue canadien-français. Ce n'est plus un précurseur : né en 1883 et détenteur d'un diplôme scientifique d'Oxford University avec une thèse sur *The Totemic System of North Western Indian Tribes of North America* (1910) dirigée par le professeur Marett, il est l'un des premiers chercheurs à la Division anthropologique (dont le directeur est l'anthropologue américain Edward Sapir) de la Commission géologique du Canada puis au Musée de l'Homme. Barbeau fait partie, écrira Marcel Rioux, son gendre, d'« une grande équipe canadienne d'ethnologie ¹⁶ ». Il mène une véritable carrière professionnelle, comme en témoignent sa participation active à des associations savantes (*l'American Anthropological Association*, *l'American Folklore Society*) et la publication dans des revues scientifiques de nombreux articles portant tantôt sur les Amérindiens du Nord-Ouest tantôt sur les chansons et le folklore du Canada français. Ses travaux connaissent dans les années 1920 et 1930 une large diffusion, conférant à leur auteur une notoriété sur le plan national et international ¹⁷.

Les populations autochtones du Canada intéressent aussi les chercheurs étrangers, principalement américains. À la fin du *XIXe* siècle, l'anthropologue Franz Boas s'engage dans un programme de recherches « intensives » d'abord auprès des indiens du Nord-Ouest puis auprès des Esquimaux du Canada. Deux autres jeunes chercheurs formés

¹⁶ Marcel Rioux, « Marius Barbeau, 1883-1969 », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 6, no 2, février 1969, p. 62.

¹⁷ Marius Barbeau obtient à deux reprises, en 1925 et en 1929, le prix David (section anglaise) pour ses ouvrages *Indian Days in the Canadian Rockies*, Toronto, Mac-Millan, 1923, 1re éd. : 3 000 exemplaires et *The Downfall of Temlaham*, Toronto, MacMillan, 1928k 1re éd. : 2 000 exemplaires.

aux États-Unis, Edward Sapir et Paul Radin, entreprennent dans les années 1910 des recherches au Canada, mais, puisque le gouvernement canadien manifeste alors plus de résistance à la présence d'étrangers qui viennent ici étudier les populations quotidiennes, tous deux ne peuvent espérer les mener qu'à la condition d'obtenir un emploi à la Commission géologique du Canada. Sapir se voit ainsi confier, en 1910, la direction de la Division d'anthropologie, et dès l'année suivante il effectue une « reconnaissance » des réserves d'Iroquois et d'Algonquins de l'Ontario et du Québec et, tout en s'occupant des problèmes administratifs (dont l'organisation d'une salle d'anthropologie au Victoria Museum, qui ouvre ses portes en 1913), il réalise quelques recherches, dont il publie les résultats dans *Anthropological Series*. Pour sa part, Paul Radin effectue au Canada un court séjour pour étudier spécifiquement les Ojibwas sur les plans social, religieux et linguistique.

La naissance de l'anthropologie au Canada, comme dans les autres sociétés occidentales, exprime une prise de conscience, à la fin du *me* siècle, des différences culturelles (et du relativisme culturel). Dans le contexte social et politique de l'unification du Canada et de la création en 1867 de la Confédération, cette invention prend une signification particulière : par le rapport de force qu'elle traduit, la Confédération institue la *différence* comme enjeu social et politique : sous le regard de l'autre, cette différence devient tantôt un handicap tantôt un objet de musée (folklore). Comme par hasard, les deux collectivités qui tombent sous les yeux attentifs des sociologues et des anthropologues, sont les Amérindiens et les Canadiens français : la constitution de ces deux populations en objets d'étude n'est pas totalement dissociable du processus de transformation de ces collectivités avec leur culture, leur langue et leurs traditions en des groupes ethniques et minoritaires au sein de la nouvelle entité politique.

Silence, on "institutionnalise". Le temps des fondations

[Retour à la table des matières](#)

En milieux anglophones montréalais, on s'intéresse dès la fin du *me* siècle à la question sociale. La perspective est réformiste : pour éviter le pire, il faut introduire des changements. Non pas à l'aveuglette, mais bien informés, avec des données précises. D'où l'idée d'enquête : la science sociale apparaît comme « the science of social redemption ¹⁸ ». Politicien réformiste, l'industriel Herbert Ames réalise, en 1897, une étude du quartier ouvrier montréalais où est située sa manufacture : c'est *The City Below the Hills*. Puis, à la fin de la guerre de 14-18, l'institution universitaire ouvre ses portes aux sciences sociales : création à l'Université McGill en août 1918 du *Department of Social Study and Training* qui se transforme, quelques années plus tard, en une *School for Social Workers*. Une institutionnalisation relativement rapide, car elle conduit à la spécialisation de l'enseignement et à la « professionnalisation » du champ des sciences sociales : engagement de professeurs réguliers, formation de jour, diplômes universitaires, emploi, enseignement de la sociologie à l'Université McGill.

Ce nouvel enseignement s'adresse principalement à de futurs travailleurs sociaux, mais il accorde une place à la sociologie théorique et appliquée. La responsabilité en est confiée à Carl A. Dawson, qui vient de terminer des études de doctorat en sociologie à l'Université de Chicago. Dawson se consacre à l'enseignement de la sociologie ; il publie un manuel et il effectue des recherches sur le peuplement des grands espaces des Prairies de l'Ouest canadien ¹⁹. En 1922, l'Univer-

¹⁸ Marlone Shore, *The Science of Social Redemption, McGik, the Chicago School and the Origins of Social Research in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987.

¹⁹ Voir respectivement *An Introduction to Sociology* en collaboration avec W.E. Gettys, New York, The Ronald Press, 1929, 2 vol. ; et Carl A. Dawson, *Group*

sité McGill donne à la sociologie son autonomie, en créant un département de sociologie indépendant du service social : le but est de favoriser la recherche sociale.

Du côté francophone, de peur d'être en reste, on institutionnalise aussi. Lorsque la succursale de l'Université Laval à Montréal acquiert en 1920 son indépendance pour devenir l'Université de Montréal, on entend quitter les locaux de la rue Saint-Denis (au sud de Sainte-Catherine) pour s'installer sur la montagne et on réorganise la nouvelle institution autour de facultés (philosophie, sciences, sciences sociales, lettres, etc.). On veut édifier sur la montagne une université moderne qui soit aussi un foyer de lumière : *Splendet fides et scientia*, telle est la devise de la nouvelle institution. L'un des acteurs principaux de cette réorganisation est Édouard Montpetit (1881-1951) : détenteur d'une licence en droit et d'un diplôme de l'École de sciences politiques de Paris, celui-ci cumule les postes de secrétaire général de l'Université et de doyen de l'École des sciences sociales, économiques et politiques.

Il n'est évidemment pas question en créant une École des sciences sociales d'aller à l'encontre des volontés des autorités religieuses : c'est en quelque sorte le « prolongement » de l'École sociale populaire et des Semaines sociales (avec une orientation thomiste et pontificale) et un moyen de, diffuser la doctrine sociale de l'Église. L'un des objectifs de l'École est de rejoindre ceux et celles qui, souvent détenteurs d'un autre diplôme (droit, pédagogie, médecine et sciences infirmières), se préoccupent de la « question sociale ²⁰ ». On veut former des « éducateurs et des praticiens sociaux ». À cet objectif indissociablement religieux et social s'ajoute un objectif plus spécifiquement professionnel, à savoir préparer aux carrières administratives (dans la fonction publique), au journalisme et à la diplomatie. On n'offre cependant pas un programme régulier, mais un ensemble de cours du soir.

Settlement : Ethnic Communities in Western Canada, Toronto, McClelland and Stuart, 1936, 764 pp.

²⁰ Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'université moderne - ou l'échec d'une génération » dans Marcel Fournier, *L'Entrée dans la Modernité*, op. cit., pp. 42-73. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Le premier corps professoral réunit à la fois des « spécialistes » - Jean Déry en sciences politiques, Arthur Surveyer en organisation industrielle, le docteur B.-A. Beaudouin en hygiène générale, etc. - et des membres du clergé ou de communautés religieuses - d'abord l'abbé Léonidas Perrin, p.s.s., puis les pères JForest et Lamarche, o.p. - pour l'enseignement de la philosophie sociale. On parle certes ici et là de sociologie, par exemple dans les cours d'Arthur Saint-Pierre (« Œuvres sociales ») ou dans les cours de philosophie sociale, mais il s'agit de la sociologie catholique, c'est-à-dire de l'étude des problèmes sociaux ou de la « question sociale » à la lumière de la doctrine sociale de l'Église.

Professeur à l'École des sciences sociales, Arthur Saint-Pierre est aussi secrétaire de l'École sociale populaire et il a publié aux éditions de l'École sociale un ouvrage sur les *Questions et œuvres sociales* (1914). Même si l'initiation à la sociologie se fait aussi et parfois mieux dans d'autres enseignements, par exemple dans les cours de géographie humaine (Émile Miller, Yves Tessier-Lavigne), Saint-Pierre est le « sociologue » de l'institution ; dans les années 1940, il organisera une section « Histoire et sociologie » et il donnera le premier cours dit de « sociologie » : c'est un cours de « Sociologie appliquée » dont l'objectif est d'initier les élèves à l'analyse des problèmes de la misère et des façons d'y remédier (assistance, prévoyance). On s'intéresse de plus en plus aux études empiriques ainsi qu'aux statistiques mais pour autant que celles-ci conduisent à l'action sociale. D'ailleurs, lorsqu'en 1943, Arthur Saint-Pierre crée un Institut de sociologie, l'intention est certes d'« étudier les mœurs, le caractère, les besoins et les aspirations de la population catholique et française du continent américain » mais dans une perspective pratique : celle de « chercher des solutions aux Problèmes sociaux ²¹ ». Durant sa vie éphémère, l'Institut sera peu actif sur le plan de la recherche : ne disposant que d'un budget annuel de 300 \$, il se limitera à « ne colliger qu'une certaine documentation de portée sociologique ». Voilà, écrira Pierre E. Trudeau, un prétendu Institut qui « ne fait guère de la sociologie qu'à la manière des compilateurs d'annuaires téléphoniques ». Ni

²¹ *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, politiques et économiques, 1944-1945*, Université de Montréal, p. 10.

l'Institut ni l'enseignement de l'École ne sont, de son point de vue, de niveau universitaire.

Tout cela n'a rien à voir avec ce qui se passe à l'Université McGill où, depuis le milieu des années 1920, Carl Dawson et ses collègues ont, à la manière de Park et Burgess de l'« École de Chicago », entrepris une étude de l'histoire écologique de Montréal et des conditions sociales des différents secteurs. L'arrivée en 1927 d'Everett C. Hughes, aussi formé à l'Université de Chicago, et la mise sur pied en 1930 d'un Social Science Research Project largement financé (subvention de 110 000\$) par la *Rockefeller Foundation*, vont donner une impulsion à la formation spécialisée en sociologie (maîtrise) et au développement de la recherche : on étudie d'abord le chômage puis l'immigration et la division ethnique du travail. Hughes, qui reste à Montréal jusqu'en 1938, s'intéresse plus particulièrement aux relations entre Canadiens français et Canadiens anglais.

L'« originalité » du Canada français suscite d'ailleurs, chez les sociologues et anthropologues américains, un grand étonnement, au point de les inciter à « faire du terrain » et à multiplier les observations : Horace Miner, aussi identifié à l'« École de Chicago », réalise en 1939 une monographie d'une paroisse canadienne-française : *St. Denis. A French-Canadian Parish*. Dans l'« introduction » au livre, Robert Redfield note que l'« excellente étude » de son jeune collègue permet de « voir en quoi la société paysanne canadienne-française ressemble aux peuples primitifs ²² ». La problématique qui sous-tend cette analyse est celle du passage de la société traditionnelle (ou *Folk Society*) à la société moderne (ou *Urban Society*) : la culture qu'on étudie et dont on peut identifier les « traits essentiels » est celle d'une société traditionnelle qui, au contact de la civilisation moderne (urbaine et industrielle), est en voie de transformation.

La problématique de la modernisation est aussi, mais sous une forme atténuée, à la base de l'importante étude que Everett C. Hughes mène dans une petite ville du Québec, Cantonville (Drummondville), caractérisée par une division nette du travail (des patrons anglophones

²² Robert Redfield, « Introduction » dans Horace Miner, *St. Denis. A French-Canadian Parish*, Chicago, University of Chicago Press, 1939.

et des ouvriers francophones). Publié à l'University of Chicago Press en 1943, *French Canada in Transition* (1943) est traduit en français par le sociologue Jean-Charles Falardeau sous le titre de *La rencontre des deux mondes* (1945). L'influence de Hughes sur la sociologie québécoise est d'autant plus grande et d'autant plus déterminante au Québec qu'il donne au début des années 1940 un enseignement aux étudiants en sciences sociales de l'Université Laval et qu'il rédige, à l'intention de ses collègues québécois, un ambitieux « Programme de recherches sociales pour le Québec » : étude de la famille et de la paroisse, étude des problèmes fondamentaux d'une grande communauté urbaine, étude des goûts et coutumes, etc. ²³. Premier professeur canadien-français de sociologie, Jean-Charles Falardeau, qui revient d'un séjour d'études à Chicago, prendra le relais : enquête sur la crise du logement à Québec, série d'études sur la croissance, la démographie, et la structure sociale de la ville de Québec, monographies de villages, etc. « J'avais, dira-t-il plus tard, tout à apprendre de la sociologie et du Canada français ²⁴ ». Et il ajoutera : « L'important eût été de prouver l'existence de la sociologie... en faisant de la sociologie ²⁵. »

L'un des paradoxes de l'histoire de la sociologie québécoise est que tout se passe, au moment d'une étape importante de son institutionnalisation, à Québec et non pas à Montréal. On est toujours, diront certains, confrontés à la vieille querelle entre Québec et Montréal. Mais énigme il y a. Pourquoi à l'Université Laval ? Dans le cadre d'une recherche, qui m'a conduit à la rédaction de ma thèse de doctorat sous la

²³ E.C. Hughes, « Programme de recherches sociales pour le Québec », *Cahiers de l'École des Sciences sociales de l'Université Laval*, Vol. 2, no 4, 1943, 41 p.

²⁴ Jean-Charles Falardeau, « Lettre à mes étudiants », *Cité libre*, no 23, mai 1959, p. 8. Voir Marcel Fournier, « Jean-Charles Falardeau, un intellectuel à la rencontre de deux mondes » dans Marcel Fournier, *L'Entrée dans la Modernité*, op. cit., pp. 175-199. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁵ Jean-Charles Falardeau, « Géographie humaine et sociologie », *La Revue de l'Université Laval*, vol. 5, no 2, octobre 1950, p. 131.

direction de Pierre Bourdieu ²⁶, j'ai longuement interrogé le père Lévesque et ses collaborateurs : Jean-Charles Falardeau, Maurice Lamontagne, Albert Faucher, Eugène Buissière, etc. Au départ, l'orientation de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, mise sur pied en 1932, n'est guère différente de celle de sa concurrente de Montréal : « Dieu est le plus grand des sociologues », clame-t-on alors. Mais tout change lorsque la direction de l'École est, en 1938, au moment de sa réorganisation (cours réguliers de jour conduisant au baccalauréat, à la licence et au doctorat), confiée au R.P. Georges-Henri Lévesque, un Dominicain diplômé en sciences sociales de l'Université de Lille ²⁷ qui a l'appui du cardinal Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec et chancelier de l'Université Laval.

On est encore loin de l'université laïque... La formule est alors hybride : certes enseignement du thomisme et de la doctrine sociale de l'Église mais aussi ouverture à la spécialisation et à la recherche empirique (avec mise sur pied d'un Institut de recherche, dont le directeur est le R.P. Poulin, o.fm.). Les ecclésiastiques sont nombreux, dont deux éminents universitaires européens : un Allemand, le père Ignatius Eschmann, un spécialiste de la théorie sociale, de Hobbes à Durkheim en passant par Rousseau et Marx, et un Français, le père Thomas Delos, un théologien, un juriste et un philosophe qui est très intéressé par la sociologie - il donne un cours de sociologie générale et un cours de sociologie internationale - et qui est l'auteur d'un ouvrage sur *La Nation*. En raison de son caractère fondamental, la sociologie a une sorte de primauté au sein des sciences sociales, mais elle n'est pas encore indépendante de la morale sociale : le département créé en 1943 au moment où l'École devient Faculté, est un département de sociologie et de morale sociale et son directeur est le doyen lui-même de la faculté, le père Lévesque ²⁸. Celui-ci tiendra d'ailleurs à préciser

²⁶ Marcel Fournier, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 5, no 1, mai 1973, p. 27-59. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁷ Marcel Fournier, « Le père Lévesque, les sciences sociales et la Révolution tranquille » dans Marcel Fournier, *L'Entrée dans la Modernité, op. cit.*, pp. 115-159. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁸ *Ibid.*

qu'« en flanquant la sociologie de morale sociale, on ajoutait le correctif, l'antidote ²⁹ ».

Huit ans plus tard, en 1951, on laisse tomber la « morale sociale », et en 1953, laïcité oblige !, on confie, et pour une dizaine d'années, la direction du département à Jean-Charles Falardeau, qui, aux yeux de Guy Rocher, apparaît comme « le véritable fondateur du département de sociologie de l'Université Laval ³⁰ ». À Falardeau se joignent, dans les années 1950, d'abord Guy Rocher (1952) qui revient de l'Université Harvard où il a reçu les enseignements de Talcott Parsons, puis Fernand Dumont (1955), Yves Martin (1956), Marc-Adélar Tremblay (1956) et Gérald Fortin (1957). Ces années sont marquées par un grand dynamisme : on organise des colloques - dont le colloque pluridisciplinaire, en 1952, sur les « répercussions sociales de l'industrialisation dans la province de Québec ³¹ »-, on participe activement aux activités des organisations et des sociétés savantes canadiennes et on crée, en 1960, une nouvelle revue, *Recherches sociographiques*. L'obtention d'importantes subventions, soit de la fondation Carnegie soit de la Fédération des caisses populaires Desjardins permet enfin de réaliser de grandes enquêtes, dont celles sur les conditions de vie des salariés québécois ³².

Y a-t-il une « École de Laval » ? Oui, dans la mesure où Jean-Charles Falardeau, élève, ami et « héritier » de Hughes, fait sienne la problématique du passage de la société traditionnelle à la société moderne : le « drame » du Canada français se situe non pas sur le plan des relations constitutionnelles entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, mais sur le plan de l'antinomie entre d'une part

²⁹ Georges-Henri Lévesque, o.p., *Souvenances. Entretiens avec Simon Jutras*, Montréal, Éditions La Presse, 1983, tome II, p. 21.

³⁰ Guy Rocher, « L'institutionnalisation universitaire de la sociologie québécoise francophone », op. cit., p. 23. [En préparation pour [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³¹ Les communications sont publiées sous la direction de Jean-Charles Falardeau, *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, PUL, 1953.

³² Marc-Adélar Tremblay et Gérald Fortin, avec la collaboration de Marc Laplante, *Les Comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, PUL, 1964. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

la civilisation urbaine et américaine et d'autre part l'identité religieuse et culturelle des Canadiens français. Mais il n'y a pas, entre les professeurs du Département de sociologie de l'Université Laval, une homogénéité théorique suffisamment grande pour qu'on puisse parler d'« École ³³ ». L'« École de Laval » est une « invention », une construction qu'élaborera, pour des fins de polémique, Philippe Garigue. Anthropologue d'origine anglaise et (futur) doyen de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal, Garigue « revisite » Saint-Justin afin de nuancer les conclusions des études de Léon Gérin ; il met aussi en question la valeur de l'utilisation du concept de « Folk-urban Continuum » dans l'interprétation de l'histoire du Canada ³⁴. Le Canada français n'a jamais été, déclare-t-il, une société « folk ». C'est le premier « grand » débat qui divisera, dans les années 1950, le petit Landerneau sociologique québécois. Marcel Rioux, anthropologue, chercheur au Musée de l'Homme et auteur de monographies remarquées (*L'Île Verte*, *Belle-Anse*), se lance dans la mêlée, et renvoyant les uns et les autres dos à dos, introduit la notion de société « paysanne » pour qualifier le Québec dit traditionnel ³⁵.

Le regard objectif que jettent sur le Québec les spécialistes en sciences sociales en irrite plus d'un qui y voient une critique de l'idéologie clérico-nationaliste. La principale contradiction qui structure le champ des sciences sociales oppose les spécialistes de l'Université Laval aux intellectuels et historiens nationalistes montréalais : cette opposition correspond à la disjonction entre le « social » et le « national ³⁶ ». La résistance dont les « nouvelles » sciences sociales sont

³³ Voir Jean-Charles Falardeau, « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, vol. XV, nos 2-3, mai-août 1974. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³⁴ Philippe Garigue, « Mythe et réalités dans l'étude du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no 3, 1956, pp. 123-132 ; Philippe Garigue, *Études sur le Canada français*, Montréal, PUM, 1958.

³⁵ Marcel Rioux, « Remarques sur le concept de folk-société et de société paysanne », *Anthropologica*, no 5, 1957, pp. 147-162 ; « Sur le développement socio-culturel du Canada français », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no 4, 1959, pp. 144-159.

³⁶ Fernand Dumont et Guy Rocher, « Introduction à une sociologie du Canada français » dans *Le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Librairie A.

l'objet est aussi forte dans les milieux ecclésiastiques que politiques. Le premier ministre Maurice Duplessis s'amuse à surnommer le père Lévesque le « p'tit rouge », mais il a quelques bonnes raisons de se méfier de la Faculté des sciences sociales qui devient alors un des centres de la contestation. Par le fait même de contribuer au développement de l'enseignement et de la recherche en sciences sociales, les professeurs de la faculté participent à un « mouvement social » - *dixit* Falardeau - qui provoque le renversement du gouvernement de l'Union nationale. Lorsque le père Lévesque quitte son poste de doyen et qu'il est remplacé par Jean-Marie Martin, on peut dire « mission accomplie ». Une étape importante, pour les sciences sociales, est franchie : celle de leur institutionnalisation. Et on peut dire que chacune des disciplines est ou tend à devenir à la fois une spécialité et une profession.

Le même mouvement de spécialisation gagne l'Université de Montréal. En 1950, Esdras Minville, économiste et professeur à l'École des Hautes études commerciales, succède à Édouard Montpetit comme doyen de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques. On adopte le système des départements, avec la création d'abord d'un département de science économique. La sociologie fait son entrée en 1951 avec l'arrivée de l'abbé Norbert Lacoste, qui rentre d'un séjour d'études à l'Université de Louvain. C'était là la « volonté » de l'archevêque de Montréal, Mgr Joseph Charbonneau ³⁷. Le mandat de l'abbé Lacoste est de développer l'enseignement de la sociologie : celui-ci fonde en 1955 le Département de sociologie, et, sous l'œil attentif du nouveau doyen de la faculté, Philippe Garigue, il procède à l'engagement de professeurs : Guy Rocher (qu'on débauche de Québec), Marcel Rioux (qui arrive d'Ottawa), Denis Szabo et Jacques Dofny (qu'on fait venir d'Europe), Hubert Guindon, un Franco-Ontarien qui a fait ses études à Chicago, etc. Le chancelier de l'Université de Montréal, le cardinal Léger, surveille attentivement l'arrivée de ces nouvelles recrues, mais il fait preuve d'ouverture d'esprit.

Fayard, 1961, pp. 13-38. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

³⁷ Abbé Norbert Lacoste, « Itinéraire sociologique », *Recherches sociographiques*, numéro sur la sociologie au Québec, 1975, p. 239.

À l'Université de Montréal comme à l'Université Laval, les sciences sociales connaissent un développement rapide : entre 1955 et 1965, le nombre d'étudiants inscrits en sciences sociales passe de 283 à 1700- On offre d'abord un enseignement de premier et deuxième cycles, puis de troisième cycle : Colette Carisse obtient en 1965 un doctorat en sociologie à l'Université de Montréal et, signe des temps, sa thèse porte sur *La planification des naissances*. Pour les diplômés, il y a des débouchés, principalement dans la fonction publique et dans l'enseignement. Des cours de sciences sociales sont inscrits au programme des collèges classiques, puis des cégeps. Dès l'ouverture de l'Université du Québec à Montréal, on offrira un programme d'enseignement de la sociologie.

La société québécoise est en pleine transformation : « C'est le temps que ça change », clame-t-on. Révolution tranquille oblige... La conjoncture aidant, la sociologie devient à la mode ; celle-ci a, il est vrai, donné un coup de pouce à l'idéologie du rattrapage en développant la problématique de la modernisation, c'est-à-dire du passage de la société traditionnelle à la société moderne.

L'«âge d'or»³⁸ de la sociologie

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie, une discipline à la mode ? Pour celui qui, dans les années 1950 et 1960 s'oriente vers cette jeune discipline, rien n'est évident. Il faut quitter les sentiers battus, ceux du droit, de la médecine ou du sacerdoce, pour s'aventurer dans une voie encore mal connue. « La sociologie, qu'est-ce que c'est ? » se demande-t-on d'abord. Puis vient l'autre question encore plus angoissante : « Un sociologue, comment gagne-t-il sa vie ? » Ce sont les questions que je me pose et que mes parents et amis me posent avec insistance, lorsqu'au moment de la prise de « ruban », à la fin du cours classique, je

³⁸ L'expression est de Guy Rocher, « L'institutionnalisation universitaire de la sociologie québécoise francophone », op. cit., p. 30.

décide de m'orienter vers la sociologie. Un oncle curé me met en garde : « Si tu vas en sociologie, tu vas perdre la foi. »

On est au milieu des années 1960, hier comme aujourd'hui, tout choix professionnel comporte une part d'indécision. On sait ce qu'on refuse mais on ne sait pas clairement ce qu'on choisit ; on choisit sans vraiment être certain de son choix. L'avenir demeure imprécis. Mon « destin », si destin il y a, c'est-à-dire si l'on tient compte des aspirations de mes parents et des conseils de mes professeurs et de mon conseiller en orientation, est alors le droit, la carrière d'avocat. Mon refus s'explique, pour autant qu'on puisse expliquer ces choses, par un mélange d'esprit de contestation et de volonté de savoir. La sociologie semble ouvrir à de vastes savoirs tout en fournissant les moyens de critiquer les autorités en place et de contester l'ordre établi. Je pense aussi à la philosophie, la « reine des sciences », mais j'ai une forte objection : tout a été dit en philosophie. J'ai par ailleurs un moment d'hésitation, fasciné que je suis par les programmes du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal : l'anthropologie c'est la découverte du « vaste monde », de *l'Autre*. La sociologie l'emporte finalement : mon choix professionnel a un sens politique, il traduit une volonté d'engagement dans le « monde d'ici ». Il est vrai que les questions politiques m'intéressent alors au plus haut point : je lis régulièrement depuis quelques années *Le Devoir* et je dévore - en cachette, car je suis pensionnaire - chacune des parutions des revues *Parti pris* et *Socialisme* 64. Sociologie et socialisme : les deux facettes d'un choix.

Finissant au collège de Lévis, il eût été normal que je me dirige vers l'Université Laval : proximité géographique, ancienneté du département. Mais Montréal M'apparaît comme le lieu de la modernité (en art, littérature) et le lieu des grands débats intellectuels et politiques. L'attrait de la grande ville est fort. Et il y a l'amour.. Avoir vingt ans en 1965 c'est affronter les conflits (dont le conflit de générations), rompre les amarres et vivre pleinement sa vie sous le signe de la liberté (et aussi de la libération sexuelle). Un passage de l'adolescence à l'âge adulte marqué par l'ouverture, tant sur le plan individuel que collectif, des possibles.

À l'Université de Montréal, je découvre en même temps la sociologie, la question sociale et la question nationale. Et la question du Québec, on nous la fait connaître d'abord en anglais, puisque l'ouvrage dirigé par Yves Martin et Marcel Rioux paraît d'abord sous le titre *French Canadian Society*. C'est un recueil important qui réunit les meilleures études sur le Canada français, que ce soit du point de vue démographique, économique, politique ou sociologique. Guy Rocher, un admirable pédagogue, nous introduit aux grands concepts -norme, valeur, rôle social, culture, etc. - et aux principales théories sociologiques. C'est la grand-messe de la sociologie : entassés à plus de trois cents dans un grand amphithéâtre, nous l'écoutons quasi religieusement. Son cours est le banc d'essai pour ce qui deviendra sa fameuse *Introduction à la sociologie générale* en trois tomes (Hurtubise HMH). Les professeurs du Département de sociologie sont Jacques Brazeau, Colette Carisse, Robert Sévigny, Pierre Dandurand, Jacques Dofhy, Colette Moreux, Marcel Rioux, Guy Rocher, Denis Szabo, Michel Brulé, Christiane Quérido, Luc Martin... sans oublier le rabbin Fuerwerker et l'abbé Norbert Lacoste, le fondateur du département qui donne un cours de sociologie de la religion. Certains professeurs viennent d'autres départements : Jacques Henripin nous introduit à la démographie, Alfred Dubuc à l'histoire économique et Otto Thur à l'économie. La formation est résolument multidisciplinaire. Des professeurs invités viennent de l'étranger : Edgar Morin, Joffre Dumazet, Alain Touraine. Que demander de plus ?

Il nous arrive évidemment de regarder du côté de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. On attend la parution des numéros de *Recherches sociographiques* et on participe aux colloques organisés par la revue sur le pouvoir ou la littérature. On lit les travaux de Fernand Dumont - pensons à son article sur « L'étude systématique de la société canadienne-française » (1962) ou à son essai sur *Le Lieu de l'homme* (1968) - et on va l'entendre lorsqu'il vient donner des conférences ou des cours, par exemple aux étudiants en philosophie de l'Université de Montréal. Il y a pour nous une « École de Laval » au sens où il existe une institution concurrente qui a, à nos yeux, deux atouts : c'est une institution plus ancienne et, qui plus est, elle réunit des chercheurs qui ont fourni des contributions originales et importantes à la compréhension du Québec contemporain.

Et la sociologie de langue anglaise ? On sait que Richard Salisbury ou Maurice Pinard enseigne au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université McGill et qu'Hubert Guindon poursuit sa carrière atypique à Sir George Williams Collège (qui devient l'Université Concordia), mais on va rarement de l'autre côté de la montagne, sauf pour aller à la bibliothèque et une fois, en 1969, pour manifester en faveur d'un « McGill français ». Pour l'ensemble du Canada anglais, une seule référence est importante : *The Vertical Mosaic* de John Porter. On connaît beaucoup mieux et on préfère lire les sociologues américains : Parsons, Merton, Riesman, Daniel Bell, etc. Un voyage en autobus à New York, comme le font parfois les étudiants, c'est l'occasion d'acheter quelques parutions récentes.

Devenir sociologue c'est alors s'introduire aux théories et aux concepts, s'initier à quelques techniques de collecte et d'analyse des données et se familiariser avec un ou plusieurs domaines ou spécialités de la sociologie (travail, famille, communication, etc.). C'est donc adopter la posture de l'observateur ou de l'analyste, mais d'un observateur qui est engagé et qui participe aux débats sociaux et politiques. Il y a alors prolifération et systématisation de la recherche : c'est le temps des inventaires monographiques, des descriptions sociographiques, et des sondages d'opinion. Une nouvelle figure apparaît : le spécialiste en méthodologie (quantitative). On assiste d'une part à la mise sur pied d'institutions spécialisées (Groupe de recherches sociales, Centre de sondage de l'Université de Montréal, Centre de recherche en opinion publique) et, d'autre part, à la consultation, à titre d'experts, de plusieurs sociologues par diverses commissions d'enquête gouvernementales, tant provinciales que fédérales.

Le modèle de l'expert n'est pas le seul, il y a aussi celui de l'intellectuel. Fernand Dumont à l'Université Laval, et plus près de nous à l'Université de Montréal, Marcel Rioux, Jacques Dofny et Guy Rocher. Béret, verres fumés, Gitanes : Rioux a tous les attributs de l'intellectuel ; dans ses cours, il nous fait découvrir Marx et nous invite à partager sa conception critique de la sociologie. Dofny est pour sa part organiquement lié au mouvement syndical : il nous parle d'inégalités sociales, de la classe ouvrière et des mouvements sociaux.

La sociologie est ouvertement du côté du changement, voire de la contestation. Les étudiants, comme leurs professeurs, sont « de gauche ». Les mémoires - on disait alors les thèses - des étudiants en maîtrise portent sur le mouvement syndical, la contestation étudiante, l'animation en milieux populaires, etc. Signe des temps, mon mémoire, réalisé sous la direction de Marcel Rioux, est consacré à l'étude du mouvement communiste au Québec de 1920 à 1950. J'en tire un article - mon premier article - que je publie dans *Socialisme* 69, une revue qu'ont fondée Marcel Rioux et Jacques Dofny et dont je deviendrai l'un des collaborateurs et membres du comité de rédaction.

Âge d'or de la sociologie ? Il y a une croissance exponentielle des étudiants en sciences sociales. Les postes s'ouvrent tant dans l'enseignement supérieur qu'au gouvernement. La nouvelle Université du Québec à Montréal accueille ses premières cohortes d'étudiants : les sciences humaines et sociales y occupent une large place. Une nouvelle génération de sociologues, pour la plupart formés d'abord à l'Université de Montréal et ensuite en France, entre en scène : Nicole Laurin-Frenette, Gilles Bourque, Dorval Brunelle, Micheline Labelle, Jules Duchastel, etc. On « débauche » aussi dans les autres universités : d'abord, Céline Saint-Pierre de l'Université de Montréal, puis Paul Bélanger de l'Université Laval.

La sociologie est partout : elle est près du pouvoir (avec Guy Rocher à la Commission Parent), du syndicalisme et des mouvements sociaux. On a besoin de sociologues dans les nouveaux CLSC ou pour enseigner dans les cégeps. Les diplômés se trouvent assez facilement un emploi. La sociologie se professionnalise, avec la mise sur pied de l'Association canadienne de sociologie, d'anthropologie et de psychologie sociale de langue française (qui deviendra ACSALF), et il existe un public pour les ouvrages en sociologie. Fernand Dumont acquiert le statut d'essayiste avec la parution chez Hurtubise HMH de son *Lieu de l'homme*. Des ouvrages importants paraissent : *Fin d'Une religion*, de Colette Moreux, *Fin d'un règne* de Gérald Fortin, *Le Québec en mutation* de Guy Rocher, etc. Une nouvelle revue voit le jour : *Sociologie et sociétés*, que Jacques Dofny fonde en 1969. Marcel Rioux est de tous les combats : le socialisme, la laïcité et finalement le nationalisme avec *La Question du Québec*.

Les sociologues s'engagent dans les débats politiques : ce sont des intellectuels, et pour plusieurs d'entre eux des intellectuels nationalistes. Drôle de paradoxe : alors que la première génération des spécialistes en sciences sociales que forme le père Lévesque à l'Université Laval est plutôt fédéraliste, celle qui lui succède apparaît ouvertement nationaliste. Certains passent d'un « camp » à un autre, plus ou moins rapidement selon le cas : Marcel Rioux, puis Guy Rocher, etc. La sociologie contribue alors à constituer le Canada français non plus comme une minorité ethnique à l'intérieur du Canada, mais comme une société *globale*, avec son économie, ses institutions, sa culture, ses idéologies. L'expression est de Fernand Dumont ³⁹. Le contexte politique s'y prête : la volonté de considérer la société québécoise comme un objet d'étude autonome coïncide avec le développement du mouvement (néo-)nationaliste. Ou, pour être plus précis, la constitution du Québec comme « société globale » est la contribution spécifique de la sociologie à ce mouvement qui tend à assimiler la nation (canadienne-française) à la société (québécoise) ⁴⁰. S'effectue ainsi la « réunification » du « national » et du « social » qui conduit plusieurs intellectuels à élaborer une position à la fois indépendantiste et socialiste.

La fin des années 1960 est une période de grande effervescence : conflits ouvriers et mobilisation syndicale, terrorisme et mouvement de libération nationale, contre-culture, contestation étudiante. Le Québec n'a pas son Mai 68, mais la jeunesse étudiante se mobilise : occupation des cégeps et de l'École des Beaux-Arts, grève à l'université, manifestations. *Une jeunesse en révolution*, tel sera le titre d'un ouvrage de Jacques Lazure qui associe la jeunesse à une triple révolution : la révolution politique, la révolution culturelle et la révolution sexuelle. Pour Marcel Rioux, les jeunes apparaissent comme les principaux agents de changement social, et pourquoi pas, d'une révolution culturelle ?

³⁹ Fernand Dumont, « L'étude systématique de la société globale canadienne-française » dans *Situation de la recherche sur le Canada français*, Québec, PUL, 1962, pp. 277-292.

⁴⁰ Voir Marcel Fournier et Gilles Houle, « La sociologie québécoise et son objet : problématiques et débats », *Sociologie et sociétés*, vol. XII, no 2, pp. 21-43. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

L'avenir est à la jeunesse, dit-on. Mais les jeunes sont déchirés entre diverses options. Le mouvement étudiant lui-même éclate. Certains étudiants prennent le parti du mouvement ouvrier et des classes populaires, d'autres « droppent » et sont happés par la contre-culture (drogues, communes, etc.), d'autres enfin se laissent mobiliser par la question nationale. Pour ma part, je m'engage mais en gardant une certaine distance : poste d'assistant de recherche de Marcel Rioux et participation à la grande enquête « Idéologie et aliénation dans la vie quotidienne des Montréalais francophones », premières collaborations à la revue *Socialisme*, et fondation de l'éphémère revue *Anthropolitique*. Une revue dont le nom est inspiré du titre d'un ouvrage d'Edgar Morin, *Pour une anthropolitique de l'homme* : pour le groupe de jeunes collaborateurs, parmi lesquels se trouvent d'autres étudiants en sociologie (Michel Doré, Serge Proulx), l'action (militante) ne peut se passer ni de la réflexion théorique ni de la recherche. Si la revue ne survit que pendant deux années, c'est que plusieurs des collaborateurs quittent le Québec pour poursuivre des études de doctorat en France : Doré avec Touraine, Proulx avec Morin, et moi avec Bourdieu.

La crise de la sociologie ?

[Retour à la table des matières](#)

Les deux principaux modes (et modèles) d'insertion du sociologue dans la Cité sont ceux de *l'expert* et de *l'intellectuel* : l'expert parle au nom d'un savoir ou d'une compétence technique ; l'intellectuel défend des grandes valeurs et parle au nom de principes. Existe aussi le *militant* : il est l'homme (ou la femme) de conviction, au service d'une cause ou d'une organisation politique. S'observe souvent, évidemment, un mélange de ces divers modes d'intervention : c'est une question de prédominance ainsi que des passages d'un mode à l'autre : par exemple le militant du Parti québécois devient un expert et est consulté par le gouvernement Parizeau ou Bouchard, de même l'intellectuel. Force est de reconnaître que la cause souverainiste mobilise depuis le milieu

des années 1970 de nombreux intellectuels et universitaires. Fernand Dumont et Guy Rocher délaisseront un moment les fonctions universitaires pour participer à l'élaboration d'une politique du développement culturel. Sans oublier les passages à l'acte : des spécialistes en sciences sociales quittent l'université ou la fonction publique et se lancent dans l'arène politique. Sociologue de formation, Pierre-Étienne Laporte œuvre de longues années dans la fonction publique avant d'être élu député libéral d'Outremont, au moment où il prend sa retraite. Aussi sociologue de formation, Stéphane Dion, professeur au Département de sciences politiques à l'Université de Montréal, milite en faveur du Non lors du dernier référendum et, pour « services rendus » à la cause fédéraliste, est nommé ministre des Affaires intergouvernementales à Ottawa.

Dans les années 1970 et 1980, la sociologie demeure fidèle à sa tradition d'engagement politique et de critique sociale ; elle apparaît toujours sensible aux grands enjeux sociaux, comme on peut le voir dans le choix des thèmes des numéros spéciaux de la revue *Sociologie et sociétés* : « *Phénomène urbain* » (1972), « *Femme et syndicalisme* » (1973), « *Domination et sous-développement* » (1974), « *La gestion de la santé* » (1977), « *Développement national et économie mondialisée* » (1979), « *Écologie sociale et mouvements écologistes* » et « *Les femmes et la sociologie* » (1981), « *L'État et la société* » et « *Les enjeux ethniques* » (1983), « *L'informatisation de la société* » (1984), etc.

L'engagement du sociologue s'articule à l'action de mouvements sociaux : d'abord le mouvement ouvrier, ensuite le mouvement nationaliste, et enfin le mouvement féministe et écologique. L'articulation au mouvement syndical donne l'Institut de recherche appliquée du travail, et l'articulation avec le mouvement nationaliste donne l'Institut québécois de recherche sur la culture ⁴¹. Des sociologues, on dit qu'ils sont les nouveaux clercs et l'une des médiations qu'ils privilégient est celle de la revue politico-culturelle. On les voit sur diverses tribunes : *Parti pris*, *Socialisme*, etc. Marcel Rioux publie *La Question du Québec* (1969) et il fonde en 1976 la revue *Possibles*, avec quelques col-

⁴¹ Voir Marcel Fournier, « Culture et politique : l'Institut québécois de recherche sur la culture », *Possibles*.

lègues et des amis poètes et artistes (Gaston Miron, Gérald Godin, Gilles Hénault, Roland Giguère). Des professeurs de l'UQÀM créent pour leur part les *Cahiers du socialisme*, puis *Chroniques*.

Le marxisme est alors une source importante d'inspiration, certes à l'UQÀM, qui acquiert rapidement la « mauvaise » réputation d'être un « nid pour marxistes », mais aussi dans les autres institutions universitaires francophones. Une mode, dira-t-on. On lit *Le Capital* et on se met à l'heure du structuro-marxisme, version Althusser et Poulantzas. Céline Saint-Pierre et Dorval Brunelle se déclarent « pour un socialisme scientifique québécois ⁴² ». Pour plusieurs, la théorie ne suffit pas ; il faut aussi passer à l'action : Marx + Lénine donnent le marxisme-léninisme. Mao est le Grand timonier. Certains, fort peu nombreux, faut-il préciser, « s'installent » en usine, d'autres tentent de s'infiltrer dans les syndicats, les groupes populaires ou les garderies coopératives, d'autres enfin deviennent des intellectuels-au-service-de-la-classe-ouvrière et réinventent le travail de propagande (manifestations, journaux, chansons, bannières). Ce sont les belles années *d'En lutte* et de *La Forge*. On en revient assez rapidement, mais personne n'est épargné...

Mon implication personnelle est limitée : participation à quelques manifestations, appui à des amis engagés dans le mouvement des garderies populaires, abonnements, etc. On me considère comme un « compagnon de route ». Ma distance, pour ne pas dire mon attitude timorée, traduit un refus plus profond de tout militantisme partisan, c'est-à-dire au sein de partis politiques. Je suis un « possibiliste » : tout le possible et rien que le possible, aurait dit Marcel Mauss. La revue *Possibles* n'a aucune prétention révolutionnaire (au sens strict du terme) : elle défend un socialisme autogestionnaire et se donne comme mission de mettre en valeur les nouvelles pratiques émancipatoires.

La rencontre de la sociologie universitaire et du marxisme va donner lieu à une multitude de débats, dont le plus important - et le plus significatif - est celui sur la question nationale. Pour rendre compte analytiquement de la situation spécifique des Canadiens français dou-

⁴² *Socialisme* 69, juillet-septembre 1969, no 18, pp. 3-7.

blement dominés, Jacques Dofny et Marcel Rioux ont élaboré la notion de « classe ethnique ⁴³ ». Une notion certes ambiguë mais qui traduit la double représentation - conscience ethnique ou nationale et conscience de classe - que les Canadiens français ont d'eux-mêmes. La « jeune » génération des sociologues formés dans les années 1960 conteste la perspective (trop) culturaliste de leurs professeurs et propose une relecture, qui se veut plus « orthodoxe », de l'histoire nationale dans le langage des classes et de la lutte des classes. Avec « Classes sociales et idéologies nationalistes », Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette ouvrent le débat. critique de la perspective idéaliste ou culturaliste en sociologie, mise en lumière du caractère petit-bourgeois du mouvement nationaliste ⁴⁴. C'est le deuxième débat important dans la jeune histoire de la sociologie. « Lutte il y aura ! écrira quelques années plus tard, Nicole Laurin-Frenette. Entre les classes peut-être pas, mais chose certaine, entre leurs interprètes ⁴⁵. » Des interprétations divergentes certes, mais aussi quelques contributions sur le plan de la recherche empirique, que ce soit l'étude de la reconstitution de la structure capitaliste et des différents sous-ensembles de la bourgeoisie (travaux de Jorge Niosi et d'Arnaud Sales) ou de l'analyse des idéologies.

Une fois sur les rails, le train de la sociologie poursuit son chemin. On observe dans les années 1970 une croissance importante de la population étudiante en sociologie : dans les seules universités francophones, le nombre d'étudiants inscrits au premier cycle passe de 328 à 927 entre 1971 et 1981 ⁴⁶. Expansion des « anciens » départements,

⁴³ Jacques Dofny et Marcel Rioux, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, vol. III, no 3, juillet-septembre 1962, pp. 290-301. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁴ Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette, « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec, 1760-1970 », *Socialisme québécois*, no 20, juin 1970, pp. 13-55. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁵ Nicole Laurin-Frenette, « La sociologie des classes sociales au Québec » dans *Continuité et ruptures. Les sciences sociales au Québec*, Montréal, PUM, 1984, p. 541. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴⁶ Marcel Fournier et Michel Trépanier, « La sociologie dans tous ses états », *Recherches sociographiques*, vol. XXVI, no 3, p. 424. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

création de l'UQÀM, développement du réseau de l'Université du Québec (avec l'INRS), intérêt pour la sociologie dans divers départements, écoles et facultés, autant de facteurs qui expliquent l'ouverture de nouveaux postes de professeurs en sociologie au cours de cette décennie. La sociologie connaît un deuxième souffle mais au prix d'une dissémination de ses membres sur l'ensemble du tissu universitaire : à l'Université de Montréal, pour ne prendre qu'un exemple, la sociologie de la déviance s'en va en criminologie, l'étude des populations, en démographie, la théorie des organisations, aux HEC, etc.

Les nouveaux enjeux universitaires sont les études supérieures et la recherche. Dans l'ensemble du réseau universitaire québécois, la production des diplômés de 2e et 3e cycles en sociologie est, au cours des années 1970, impressionnante : près de quatre cents, dont une soixantaine de 3e cycle. Un tel développement des études supérieures coïncide avec ce qu'on a pu appeler l'institutionnalisation de l'activité de recherche, à la suite de l'accroissement des budgets, de la multiplication des postes d'assistants, de la mise sur pied d'équipes de recherche et de centres, des politiques de dégrèvement et de l'ouverture de postes de chercheurs, etc. En dix ans, de 1972-1973 à 1981-1982, les subventions accordées annuellement à la sociologie ont doublé, passant de 518 298 \$ à 1 075 451 \$ ⁴⁷. La recherche est de moins en moins solitaire et elle exige des équipes plus grandes et des appuis financiers plus considérables. Les politiques des organismes subventionnaires et des ministères (par exemple les actions structurantes du ministère de l'Éducation) vont dans le même sens et permettent la constitution d'équipes de recherche autour de grands thèmes ou thématiques : la santé et la sécurité au travail, les relations ethniques et l'immigration, la condition féminine, la sociologie politique (analyse du discours), les nouvelles technologies. Le sociologue n'est plus seulement un intellectuel et un pédagogue, il est aussi un expert et un entrepreneur associé à la gestion du social. L'un des secteurs qui connaît le développement le plus important est celui de la recherche sociale largement subventionné par le Conseil québécois de recherche sociale (CQRS).

⁴⁷ Ibid., p. 428.

Tout va donc plutôt bien - on crée même de nouvelles revues : *Cahiers de recherche sociologique*, *Sociétés* ... -jusqu'au moment où la sociologie, pourtant forte d'une légitimité et d'une visibilité sociale plus grande, apparaît en crise. Les années 80, ce sont, note Guy Rocher, des années qui ouvrent pour la sociologie une période qui va « être de plus en plus difficile, qu'on peut considérer comme une période de crise ⁴⁸ ». Une crise dont tout le monde parle mais qui est demeurée floue. Peut-être s'agit-il, pour reprendre l'expression du politologue français Michel Dobry, d'une « crise fluide » ?

Pour certains, la crise se définit de manière prosaïque : il n'y a plus assez de débouchés pour les diplômés en sociologie, et lorsque ceux-ci obtiennent un poste, il s'agit souvent d'un poste temporaire ou qui ne correspond pas totalement à leur formation universitaire. Pour d'autres, la crise se situe au niveau paradigmatique : c'est l'incertitude sur le plan épistémologique et théorique. On remet en cause les fondements scientifiques de la discipline au point de verser dans un relativisme absolu. Et on abandonne, qu'ils soient fonctionnalistes ou marxistes, les « grands cadres » théoriques unificateurs : c'est la multiplication des écoles et des théories sociologiques. Au dogmatisme, on préfère l'éclectisme. Les grands débats qui opposent et unissent les sociologues entre eux sont, sur le plan épistémologique, l'opposition entre le positivisme et le relativisme, sur le plan méthodologique, l'opposition entre la perspective individualiste et la perspective holiste, et enfin, sur le plan de la conception du comportement, l'opposition entre la rationalité et la non-rationalité. Sans oublier l'opposition toujours présente entre la macro et la microsociologie.

On s'explique dès lors le malaise, suivi d'une sorte de désenchantement, qui a gagné le milieu de la sociologie. La discipline perd un peu de son prestige. Par ailleurs la dimension proprement « sociale » des problèmes tend elle-même à s'effriter, coincée qu'elle est entre une gestion purement administrative des problèmes sociaux et une représentation psychologique des comportements individuels et des actions collectives. L'émergence du néolibéralisme contribue à la marginalisation du discours sociologique. Tout se passe comme si, très générale,

⁴⁸ Guy Rocher, « L'institutionnalisation universitaire de la sociologie québécoise francophone », op. cit., p. 28.

leur critique n'avait guère de prise sur la réalité. D'ailleurs, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les sociologues semblent peu enclins à dénoncer les effets du néolibéralisme. On admire peut-être le combat que Pierre Bourdieu mène en France, mais nombreux sont ceux qui s'en étonnent. Quelle mouche a bien pu le piquer ? ironise-t-on.

Une drôle de fin de siècle... et après ?

[Retour à la table des matières](#)

Drôle de fin de siècle ! Rien de très spécial ne semble se passer.. Et pourtant une fin de millénaire, ce n'est pas rien... On a parlé de la fin des idéologies, de la fin de la modernité, puis de la fin de l'histoire. Rien de moins !

Que sera la sociologie de demain ? Est-ce la fin prochaine de la sociologie ? On peut, à la suite de Guy Rocher, identifier quelques « défis de l'avenir » : d'abord le comparativisme, pour sortir de l'ethnocentrisme, et ensuite, l'interdisciplinarité, pour tenir compte de la restructuration du marché du travail pour les jeunes sociologues ⁴⁹. On peut aussi espérer, comme il le fait, que la sociologie québécoise joue « un rôle de pont » entre les sociologies de langue française et de langue anglaise, et que disposant d'un riche corpus de recherches empiriques, elle fasse une percée dans la théorie sociologique.

Que dire de plus ? On peut difficilement parler de l'avenir de la sociologie sans dire aussi un mot de l'avenir de la société elle-même. Nombreuses sont les prévisions (et les visions de l'avenir), mais force est de constater que sa capacité de prédiction de la sociologie est faible : on n'a prévu ni la destruction du mur de Berlin ni l'éclatement de l'URSS. La futurologie n'est pas le point fort de la sociologie. Tout se réduit, lorsqu'il s'agit du rapport à l'avenir, à une question d'humeur (et d'habitus) : on est soit plus ou moins optimiste, soit plus ou moins

⁴⁹ Ibid.

pessimiste. La sociologie comme discipline tend à pencher du côté du pessimisme, et on y trouve beaucoup de prophètes (de malheur) : le pire n'est pas derrière mais devant nous !

Lorsqu'il s'agit de prévoir l'avenir, deux avenues ou postures s'offrent à la sociologie : celle du *probabiliste* et celle du *possibiliste*. Le premier collecte une multitude de données, construit des indicateurs et dégage des tendances qu'on dit « lourdes », c'est-à-dire difficilement contournables : par exemple, on peut penser qu'il y a de fortes chances que dans les prochaines années, le taux de natalité diminue, la population vieillisse, l'espérance de vie augmente, le taux de scolarisation universitaire s'élève, les emplois qui exigent une scolarité plus élevée aillent en augmentant, etc. Le possibiliste se situe pour sa part dans la ligne non pas de la continuité, mais de la rupture et il élabore des utopies. Pensons à Marcel Rioux qui élabore un projet de société autour des grands thèmes de l'autonomie, de la participation et de l'émancipation, tant sur le plan individuel que collectif

Les prédictions comprennent souvent un mélange de probabilisme et de possibilisme. Qui peut craindre de se tromper en affirmant que la société du XXI^e siècle sera industrielle, et dans la plupart des cas, capitaliste et démocratique ? En d'autres mots, tout porte à croire qu'on « avancera » plus profondément dans la modernité et qu'en politique comme en affaires, il sera plus que jamais question de « modernisation », de « rationalisation » et de « déréglementation ». Une question demeure sans réponse : les changements futurs seront-ils suffisamment importants pour qu'on puisse parler d'une société nouvelle - par exemple la société postmoderne ou la société informatique ⁵⁰ - ou même d'une ère nouvelle, avec le développement d'un cerveau collectif ⁵¹ ? Brrrr.

L'avenir comporte une part d'incertitude et d'imprévisibilité, et nos savoirs demeurent faillibles. Qui savait en 1899 que le XX^e siècle

⁵⁰ Selon le sous-titre de l'ouvrage de Manuel Castell, *La Société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.

⁵¹ Voir l'ouvrage de Derrick de Kerckhove, *Les Nerfs de la culture. Être humain à l'heure des machines à penser*, publié dans la nouvelle collection « Sociologie contemporaine » des PUL, Québec, 1998.

nous apporterait les guerres, la shoah et le totalitarisme ? Les « avancées » se font rarement d'une manière linéaire et progressive : il y a des essais et des erreurs ; il y a des approximations successives ; il y a des sauts en avant et des régressions. Les individus comme les collectivités demeurent souvent indécis et lorsqu'ils prennent des décisions, ils ne le font pas toujours en pleine conscience et de façon soi-disant rationnelle. Il y a même des décisions qui ne sont le produit que d'une série de non-prises de décision.

Espérons que nous retiendrons quelques leçons du passé, de la fin de ce siècle. À rêver du Grand Soir on risque de vivre des cauchemars... Fini donc le dogmatisme ! À bas le prophétisme ! Oui à des projets de société ou à des utopies, mais dans la mesure où ils sont « réalistes » ! En d'autres mots, un sain pragmatisme et une connaissance précise des faits. Mais n'est-ce pas là la mort annoncée des « grands » intellectuels et le règne des experts ? Et aurons-nous encore besoin de la sociologie ? Il y a de fortes chances, si la tendance se maintient, que la dimension instrumentale et technique (gestion du social) de la sociologie prenne plus d'importance, et cela, aux dépens de sa dimension fondamentale et critique. Ce qui n'est pas tout à fait nouveau...

La sociologie nous apprend au moins une chose : il n'est pas facile de vivre en société, mais on ne peut se passer de la société. Et la liberté dont jouissent les individus ne dépend pas de leurs seules actions, elle dépend aussi de l'organisation que se donnent les groupes et des collectivités auxquelles ils appartiennent. Rien ne changera : la liberté sera souvent limitée, toujours fragile. Seule une meilleure connaissance (évidemment sociologique) de ces facteurs qui la limitent et des forces qui la fragilisent permettra de préserver et d'élargir cette liberté. Autrement dit, la défense de la liberté ne passe pas uniquement par le néolibéralisme. Le recours au collectif et à des actions collectives demeure indispensable.

Marcel FOURNIER

Département de sociologie
Université de Montréal

CHRONOLOGIE

[Retour à la table des matières](#)

- 1905 : Création d'un cercle d'étude de la science sociale à Ottawa avec notamment, Léon Gérin et Errol Bouchette.
- 1910 : • Ouverture de l'École des Hautes études commerciales par Edouard Montpetit, professeur d'économie politique.
- Création de la section d'anthropologie à la Commission géologique du ministère des Mines d'Ottawa. Engagement d'Edward Sapir et de Marius Barbeau.
- 1911 : Fondation de l'École sociale populaire. Directeur : R. Léonidas Hudon, sj.
- 1920 : Fondation de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal. Directeur : Édouard Montpetit.
- 1922 : Premiers cours de sociologie de C.A. Dawson à l'Université McGill.
- 1927 : Enseignement d'E.C. Hughes à l'Université McGill.
- 1932 : Fondation de l'École des sciences sociales de l'Université Laval.
- 1938 : Fondation de l'École des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université Laval. Directeur : R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p.
- 1940 : Création de la section « Histoire et sociologie », Université de Montréal.

- 1943 : L'École des sciences sociales (Université Laval) devient Faculté. Création du Département de sociologie et de morale sociale. Directeur : R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p. Engagement de Jean-Charles Falardeau.
- 1943 : • E.C. Hughes, « Programme de recherches sociales pour le Québec ».
- Fondation de l'Institut de sociologie (Université de Montréal). Directeur : Arthur Saint-Pierre.
- 1945 : Création du Conseil canadien de la recherche en science sociale.
- 1948 : Création du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université McGill.
- 1950 : Réorganisation de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal. Doyen : Esdras Minville.
- 1952 : • Création de la revue *Contribution à l'étude des sciences de l'Homme*. Directeur : R.P. Mailloux, o.p.
- Colloque sur l'industrialisation du Québec, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
- 1953 : Création du Département de sociologie, Université de Montréal. Directeur : abbé Norbert Lacoste.
- 1955 : Création de la revue *Anthropologica*.
- 1956 : Création de la section de sociologie dans l'Association canadienne de science politique.
- 1960 : Fondation de la revue *Recherches sociographiques*. Direction : Jean-Charles Falardeau, Yves Martin et Fernand Dumont.

- 1961 : Création de l'Association canadienne des sociologues, anthropologues et psychosociologues de langue française.
- 1961 : Colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française, à Beauport (Québec).
- 1964 : Création de la *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*.
- 1966 : Création de la Société canadienne de sociologie et d'anthropologie.
- 1969 : Création de la revue *Sociologie et sociétés* (Université de Montréal). Directeur : Jacques Dofny.
- 1969 : Création de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) qui se dote d'un département de sociologie.
- 1976 : Création de la revue *Possibles*. Fondateurs : Marcel Rioux, Gabriel Gagnon.
- 1980 : • Création de l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC). Président : Fernand Dumont.
- Publication à partir de 1981 de la revue *Questions de culture*.
- 1983 : Création de nouvelles revues dont *Cahiers de recherche sociologique*.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

- 1898 Léon Gérin, *L'habitant de Saint-Justin*, MSRC, 2e série, vol. 4.
- 1929 C.A. Dawson et W.E. Gettys, *Introduction to Sociology*, NY, The Ronald Press Co.
- 1939 Horace Miner, *St-Denis. A French-Canadian Parish. (St-Denis : un village québécois)*, Montréal : Hurtubise HMH.
- 1943 E.C. Hughes, *La rencontre des deux mondes* (trad.), Mtl, Parizeau.
- 1953 Jean-Charles Falardeau, dit, *Essais sur le Québec contemporain*, Qc, PUL.
- 1958 Philippe Garigue, *Études sur le Canada français*, Mtl, UdeM.
- 1958 Norbert Lacoste, *Les caractéristiques du Grand Montréal*, Mtl, UdeM.
- 1964 Marcel Rioux et Yves Martin, dir., *La Société canadienne-française* (trad.), Mtl, Hurtubise HMH.
- M.A. Tremblay et G. Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Qc, PUL. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- 1967 Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, Mtl, Hurtubise HMH.

- 1968 Fernand Dumont, *Le Lieu de l'homme*, Mtl, Hurtubise HMH.
- 1969 Jacques Grand'Maison, *Vers un nouveau pouvoir*, Mtl, Hurtubise HMH. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.] Marcel Rioux, *La Question du Québec*, Paris, Seglers.
- 1970 Colette Moreux, *Fin d'une religion* 21 Mtl, PUM. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- 1971 Fernand Dumont *et al.*, dir., *Idéologies au Canada français*, Qc, PUL. Jacques Lazure, *La jeunesse en révolution* (3 t.), Qc, PUQ.
- 1973 Marcel Rioux, Robert Sévigny *et al.*, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones* (3 t.), Mtl, PUM.
- 1974 André J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises*, Qc, PUL.
- 1977 Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, Mtl, PUM.
- 1978 Marcel Rioux, *Essai de sociologie critique*, Mtl, Hurtubise HMH. Arnaud Sales, *La Bourgeoisie industrielle québécoise*, Mtl, PUM.
- 1979 Jean-Jacques Simard, *La Longue marche des technocrates*, Mtl., A. S-Martin.
- 1981 Numéro de *Sociologie et sociétés* sur « Les femmes dans la sociologie » (sous la direction de Nicole Laurin).
- 1986 Michel Freitag, *Dialectique et société* (2 t.), Mtl, A. St-Martin. Marcel Fournier, *L'Entrée dans la Modernité*, Mtl, A. St-Martin. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

1990 Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration de la société québécoise*, Mtl, A. St-Martin.

1993 Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Mtl, Boréal.

Fin du texte